

Publié le 28 Juin 2017

Loi travail

Libéralisme pour tous ? Pourquoi la loi travail aura des effets bien différents entre les gagnants et les perdants de la mondialisation



La libéralisation qui se profile n'est pas anodine, elle s'attaque la fleur au canon à des équilibres fragiles et des rentes bien défendues jusqu'ici. Tout est en place pour un libéralisme foncièrement inéquitable.



Avec [Mathieu Mucherie](#)
[Voir la bio en entier](#)

Atlantico : Qu'entend-t-on par "libéralisme équitable" ? Ces deux notions ne sont-elles pas contradictoires ? De quelle manière les pouvoirs publics peuvent ils "produire" un cadre équitable pour le libéralisme ?

Mathieu Mucherie : Je ne vois pas pourquoi ajouter "équitable" à libéralisme, de même qu'il n'y a pas de raison d'ajouter "sociale" à Justice : le libéralisme vise l'équité, et je ne vais pas rappeler ici les 300 dernières années où les libéraux ont combattu l'absolutisme, ont introduit les premiers droits politiques et sociaux modernes, ont autorisé les syndicats, etc. Le libéralisme classique c'est l'attention portée aux règles de droit et en particulier aux contre-pouvoirs, à la liberté d'expression et à la concurrence. De quoi produire une République de petits propriétaires, des entreprises atomistiques et des citoyens paisibles : on comprend que ce système assez bassement pragmatique n'ai jamais eu bonne presse chez les intellectuels et chez les gens de l'Etat, souvent attirés par le grandiose.

Les pouvoirs publics jouent pourtant un rôle crucial si l'on souhaite garder un certain exposant libéral dans la formule capitaliste. De nos jours, par exemple, en France, nous pourrions interdire à quelques groupes très liés aux commandes publiques de détenir la plupart des grands médias. On pourrait aussi limiter plus sérieusement le pantouflage, de façon à ce que nos inspecteurs des finances ne fassent pas d'aussi belles carrières accélérées dans les sphères de la banque d'affaires et de l'Etat. Ce ne sont que des exemples, au hasard...

Quels sont les domaines où s'expriment un "libéralisme inéquitable" dans lequel le pouvoir de négociation des parties serait "artificiellement" déséquilibré ?

Je n'ai rien contre la libéralisation du marché du travail, mais la faire quand le chômage et le "non emploi" sont hauts n'a pas le même sens que lorsqu'ils sont bas. Il y a un vrai problème de stratégie depuis 2008 à réclamer des réformes sur l'offre quand la demande fait défaut : c'est un peu comme si on autorisait de conduire à 180/h alors qu'il y a des bouchons partout. Mais surtout, dans ce contexte, il y a une vraie iniquité, en plus de l'inefficacité liée au timing : on va renforcer le pouvoir de négociation de gens qui profitent déjà à plein de l'effet "file d'attente".

Il y aura toujours une file d'attente tant que le marché du travail comportera un rationnement par les quantités à côté du rationnement par les prix, c'est-à-dire pour longtemps encore, et ce n'est peut-être pas plus mal. Cette file d'attente n'est d'ailleurs pas sans utilité, c'est elle qui justifie par exemple l'existence d'une indemnisation du chômage (on paye aussi les chômeurs pour les remercier d'aider les patrons à contenir les coûts, pour résumer). Ce n'est pas que les insiders soient mieux placés dans cette file d'attente : pour la plupart, ils ne la croisent jamais, et c'est pourquoi quand ils en parlent il y a souvent comme un air d'irréalité, comme quand Bayrou nous parle de moralisation. La réforme Macron (pour ce qu'on en connaît, le moins que l'on puisse dire est que ce n'est pas très net) ne vise nullement à réduire le pouvoir de marché des insiders (la base électorale de Macron, pour faire court mais juste), qu'ils se situent dans le secteur public (fonctionnaires de catégorie A hors enseignants) ou dans le privé (cadres moyens lecteurs de Challenges) : elle vise à réduire les frictions (lourdingues en France, convenons-en), ce qui peut être une bonne chose mais ce qui conduira assurément, dans un premier temps, à un renforcement de l'espace de choix au bénéfice des insiders. C'est une trajectoire cousine de la fameuse courbe en « J » qui voit les réformes creuser d'abord les déficits et les inégalités avant de produire leurs effets positifs. Encore est-ce là une interprétation généreuse, pour le cas où la réforme passerait, où elle ne constituerait pas une nouvelle strate de complexité, et où ne serait pas annihilée par un resserrement monétaire (arrêt du QE de la BCE vers 2018-2019, et premières hausses de taux vers 2019-2020, le pompon serait que l'euro remonte, alors là dites Adieu aux maigres effets sympathiques de la réforme, dites même bonjour à une hausse du taux de chômage car on aura élargi fort opportunément l'offre juste avant une rechute de la demande). Beaucoup de bruit et de sacrifices donc pour ... pas grand-chose, le but presque avoué de toute la manœuvre ayant été de draguer l'Allemagne pour obtenir d'elle quelques concessions, avec le secret espoir (mal barré) d'une victoire de Papa Schultz sur Mamie Angela, et l'espoir encore plus secret et encore plus mal barré d'une victoire des colombes sur les faucons au sein de la BCE (vues les dernières déclarations du satrape Jens Weidmann, le candidat au remplacement de Mario Draghi dans deux ans, tout le pari de Macron à base d'eurobonds ou de dépenses d'investissement est TRES mal barré) (un pari tout de même plus sophistiqué que celui de Hollande en 2012 consistant à attendre la reprise comme en 1997, on progresse !! un jour à ce rythme on tentera un quinquennat basé sur nos besoins et pas sur ceux réels ou supposés de l'Allemagne, pays qui se devait de libéraliser son marché du travail pour intégrer 18 millions d'habitants de l'ex-RDA et pour répondre à une stratégie néo-mercantiliste).

Ce n'est pas une libéralisation anodine qui se profile : ce n'est pas comme d'habitude un rapport d'économistes universitaires (qui n'ont jamais envoyé un traité CV de toute leur longue existence), c'est un Président sans trop de contre-pouvoirs et fort peu connaisseur des réalités de terrain qui va s'attaquer à des rentes bien défendues jusqu'ici mais aussi à des équilibres fragiles, très sensibles pour les intéressés. Il n'y aura pas de compensations pour les perdants de cette réforme, et la plupart des gens installés dans une position de force n'ont rien à craindre du nouveau pouvoir : tout est en place pour un libéralisme dévoyé, un libéralisme Potemkine qui ne dopera pas la popularité des bonnes vieilles idées qui sont les miennes.

En quoi la promotion d'un libéralisme déséquilibré peut-il nuire au libéralisme lui-même ?

On fait une nouvelle fois croire que le libéralisme est dur aux faibles, et faible avec les forts. On n'atteint certes

pas les sommets atteints au Brésil ou en Russie, où les kleptocrates, les mafieux et les plutocrates en tous genres ont depuis longtemps mis leurs pays en coupe réglée en se faisant plus ou moins passer pour des entrepreneurs. Mais on accrédite encore l'idée que les libéraux sont du côté du succès facile, des combines, et on oublie d'autant plus largement l'héritage de Bastiat, de Tocqueville, de Rueff.

Prenons un exemple simple, que je connais bien, l'œuvre de Milton Friedman. Il passe pour un affreux affameur du peuple. Pourtant, c'est le promoteur de l'impôt négatif et du revenu universel, une idée que les petits apparatchiks du PS ont tenté (vainement) de proposer en 2017 (en la dénaturant au maximum, soyons impartiaux). Il passe pour un défenseur des puissants. Pourtant, il a eu des mots extrêmement durs contre les banquiers centraux indépendants, leurs mensonges, leur Novlangue, leurs dérives ; là où toutes nos bonnes âmes aujourd'hui ne remettent pas une seconde en cause les pouvoirs exorbitants de la BCE, même quand cette dernière prend des libertés (des années de suite) avec son mandat, sa cible, etc. Il passe enfin pour un pourfendeur intraitable de l'Etat. Pourtant, en 1948, il propose de financer les déficits de ce dernier à 0%. Et il était foncièrement hostile, comme les autres grands auteurs de Chicago, à l'idée de confier les revenus du seigneurage monétaire à des établissements privés, si vous voyez ce que je veux dire. Oups, on nous aurait menti ?

Ce que je tente d'exprimer, c'est qu'il y a chez tous les bons auteurs libéraux un souci d'équité, l'idée de règles pour l'ordre social, le respect des corps intermédiaires, et une méfiance instinctive vis-à-vis du leadership charismatique et des solutions "de bon sens" (ce qu'on voit / ce qu'on ne voit pas...), en bref je me demande ce que nos meilleurs penseurs français ou écossais penseraient d'un Macron-Jupiter, de son beau CV trop beau pour être vrai, de ses alliés honnêtes du Modem, de ses discours creux, de ses réformes en trompe l'œil, de sa libéralisation des bus deux ans à peine après un coup de bambou fiscal en pleine récession, j'en passe. Il est vrai aussi qu'ils se réjouiraient sans doute de voir Mélenchon vers la retraite et Le Pen cantonnée à Hénin-Beaumont. Je vais donc faire comme tout le monde, attendre un peu, tenter l'indulgence, et après les 100 premiers jours (Milton encore... sors de ce corps !), on verra bien : si tout ce que nous obtenons c'est un loi de moralisation de tartuffe et une baisse des charges compensée par une hausse de CSG, et si partout dans la presse aux ordres on appelle ça un "beau tournant libéral", alors oui, cette petite chronique aura été, une nouvelle fois et tristement et avec toute la modestie dont je suis capable, bien en avance !